

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 25 mai 2026 - 1,50 €

N° 189

Sexe, lynchage et omerta

La chronique des faits divers sexuels, dans la foulée de l'affaire Epstein ou du drame de Giséle Pélicot, s'alimente des ennuis de Patrick Bruel, 67 ans. Acteur et chanteur à succès, il a collectionné, durant des dizaines d'années, les aventures avec de jeunes femmes. La plupart faisaient son siège, d'autres – ou les mêmes – affirment, très longtemps après, n'avoir pas été consentantes. L'animatrice de télévision Flavie Flament accuse le chanteur de l'avoir droguée pour la violer, en 1991 alors qu'elle avait 16 ans. Elle vient de porter plainte en justice pour accompagner 5 autres plaintes et une trentaine d'accusations moins précises qui dépeignent le chanteur en prédateur sexuel obsessionnel, non sans vraisemblance.

Les acteurs Gérard Depardieu et Gérard Darmon, les cinéastes Jacques Doillon et Benoît Jacquot, les humoristes Nicolas Bedos et Ary Abittan, le rappeur Moha La Squalé, pour ne citer qu'eux, ont été accusés de faits semblables. Un seul, Ary Abittan, a obtenu un non-lieu, ce qui ne change guère son statut de pestiféré professionnel. On sait que l'écrivain Gabriel Matzneff, jamais vraiment inquiété par la justice, a perdu son éditeur, son logement et sa petite subvention à la suite des accusations portées contre lui. Mais, dira-t-on, n'avait-il pas revendiqué

hautement son goût pour les moins de seize ans ? La question est de savoir si c'est à la Justice de trancher et punir, ou bien à l'opinion publique, bouleversée par quelques accusations enfin entendues, et aux confrères de se défausser en mettant à l'écart des brebis galeuses. Gare au lynchage, c'est-à-dire à la condamnation sans procédure légale.

Dans ces affaires, comme celles de pédophilie et abus qui ont secoué l'Église, il y a toujours des gens qui savaient, ou auraient dû savoir, et se sont tus. Dans le secteur périscolaire de la mairie de Paris, on constate que des prédateurs sexuels, ap-

paremment nombreux et organisés, s'en prenaient à des enfants des crèches et des écoles. Des élus avaient été interpellés par leur opposition à ce sujet il y a 10 ou 15 ans. Sans aucune réaction efficace. Le plus stupéfiant, c'est de voir cette affaire ressurgir dans les médias et en justice juste deux mois après la dernière élection municipale. Comme si elle avait été mise sous le boisseau par toute la profession journalistique et judiciaire ! Qu'est-ce qui est pire ? Le lynchage sans jugement ? Ou l'omerta, le silence pour raison de proximité idéologique ?

Frédéric Aimard



SOMMAIRE

Nation française P. 1 : Sexe, lynchage et omerta. – P. 2 : Les ruses de Lecornu. – TNT : Deux chaînes qui peinent. P. 3 : Lectures. P. 4 : Engrais : il faut relocaliser ! – Contamination économique. P. 5 : Transport fluvial en France. – Grand Paris. – Faire son cinéma. P. 7 : **Chemins du monde** Les 170 ans de l'Œuvre d'Orient. P. 8 : Pauvre Colomb ! – Le Mérite européen.

■ **Librairie :** Le groupe de librairies indépendantes Nosoli a convoqué un comité social le 26 mai pour chacun des établissements qu'il agrège : Furet du Nord (18 magasins), Decitre (9 magasins) et General Librest (grossiste). Il présentera un plan de retournement pour faire face à ses difficultés financières, qui débouchera peut-être sur un redressement judiciaire. Par ailleurs le fonds social du groupe d'assurance Macif, accompagné par le pool bancaire de Fidal avocat, investit massivement dans le site de vente de livres d'occasion Recyclivre à Bordeaux, ce qui contribue à tuer les librairies d'occasion.

■ **Politique :** L'ancien Premier ministre Gabriel Attal, secrétaire général du parti Renaissance, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle, le 22 mai, depuis le village de Mur-de-Barrez (Aveyron). Politique : Paris-Match a publié, le 21 mai, des photos de Charles Alloncle en compagnie de Shéhérazade Khandani, son assistante parlementaire, en suggérant qu'elle était sa compagne. Cela mettrait le rapporteur de l'enquête sur l'audiovisuel en position difficile à cause du règlement qui interdit à un député d'embaucher son conjoint. Yaël Braun-Pivet, président de l'Assemblée nationale, a aussitôt saisi le déontologue de l'Assemblée nationale.

■ **Église :** Le 13 mai 2026, a été clôturée l'enquête du diocèse de Paris sur la cause de béatification de Madame Élisabeth de France, sœur de Louis XVI, guillotinée à l'âge de 30 ans le 10 mai 1794. Le dicastère pour la cause des saints, à Rome, aura à se prononcer sur l'héroïcité des vertus de cette princesse victime de la Révolution, première étape vers une possible béatification.

■ **Cinéma :** Le réalisateur roumain du film *Fjord*, Christian Mungiu, a remporté, pour la

Les ruses de Lecornu

Notre Premier ministre s'avère en apparence difficile à saisir et à comprendre. D'un côté, il continue à prêcher l'assainissement des finances publiques (152,5 milliards d'euros de déficit, 3 500 milliards d'euros de dette), de l'autre il annonce 1,2 milliard d'euros d'aides pour soutenir ménages et entreprises victimes de la crise énergétique. Et d'expliquer ne pas changer de « philosophie » mais d'« échelle ». En fait, l'inflation est repartie à la hausse (2,2 % sur un an), soit la plus forte progression depuis juillet 2024 ; en même temps, le taux de chômage atteint 8,1 %, le plus élevé depuis le premier trimestre 2021 — ce qui ne correspond pas tout à fait au discours présidentiel sur le « plein emploi ». Mais Roland Lescure, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, assure qu'il n'y aura « ni récession, ni stagflation [à la fois inflation et faible croissance] » alors que, pour le premier trimestre, la croissance s'est établie à 0,0 %

Atout majeur du chef du gouvernement, l'obligation pour le chef de l'État de quitter la scène intérieure. On l'a bien vu avec les deux mini-crisis sanitaires de l'hantavirus et d'Ébola, alors que, lors de la Covid-19, il s'était posé en général en chef prenant toute la lumière. Globalement, on a maintenant l'impression d'un chef de gouvernement rivé à son bureau et sachant décider rapidement. Il a renoncé à la communication trustant les

plateaux de télévision et ne se pose pas en sauveur de la France, voire du monde. Cette attitude correspond à un personnage semblant n'avoir pas de sphère privée et vivant monacalement. En revanche, les spécialistes de la mythologie grecque en font un adepte de Métis, la première femme de Zeus et mère d'Athéna, donc très liée à tout ce qui relève de la cité, du sens civique et de la politique. On n'oubliera d'ailleurs pas que Sébastien Lecornu, ministre sans interruption depuis 2017, est aussi un élu local et qu'il a fondé une société de conseil en relations publiques et communication dédiée à la sphère publique.

La cohérence que certains lui prêtent a souvent été cachée par le petit jeu politique qu'il a mené avec le Parti socialiste pour n'être pas renversé, ce qui l'a fait taxer de complaisance pour la gauche. En tout cas, il est celui qui dure sans faire d'ombre au président. Du coup, comme il ne manifeste aucune ambition présidentielle, il semble assuré de rester en place jusqu'à la fin du mandat d'Emmanuel Macron. Et après ?

Jean-Gabriel Delacour

Deux chaînes qui peinent

À la suite du non-renouvellement par l'Arcom, début 2025, des fréquences de C8 et NRJ12, deux nouvelles chaînes les ont remplacées sur l'offre TNT gratuite.

Novo19 associée au quotidien *Ouest-France* a des parts de marché très inférieures aux prévisions : 0,8 % en moyenne là où C8

obtenait 3 à 4 %. Son talk-show quotidien du soir oscille entre 14 000 et 17 000 spectateurs, avec des creux à 5 000 ! Son JT de 19 h 10 peine à atteindre les 31 000, soit une audience de 0,1 à 0,2 % du public. De vieilles émissions à thèmes historiques ou de faits divers lui permettent à peine d'accrocher un public réduit et vieillissant qui y retrouve le goût d'une « télé à l'ancienne ».

Quant à la chaîne T18, propriété du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, elle a frôlé, une seule fois, 1,6 % du public et se stabilise autour de 1 %.

Chacune des deux chaînes est corsetée par un contrat signé avec l'Arcom. Ainsi Novo19 a interdiction de transférer ses studios de Rennes à Paris. T18 doit créer des documentaires et des débats pluralistes. Les deux doivent proposer, notamment aux heures de grande écoute (si on peut dire), des programmes nouveaux. On leur interdit de faire trop de variété musicale...

La dimension idéologique de cette recomposition du paysage télévisuel par l'Arcom n'avait échappé à personne. On avait sanctionné Vincent Bolloré, accusé d'avoir un agenda d'extrême droite avec son empire médiatique, pour favoriser les amis du grand quotidien breton devenu macroniste. Quant au libéral Daniel Kretinsky, on semblait récompenser son penchant à gauche, de par son association avec Matthieu Pigasse ou son soutien au quotidien *Libération*.

Un cadeau quelque peu empoisonné, surtout pour *Ouest-France* qui est déjà à la peine avec la baisse

POLITIQUE

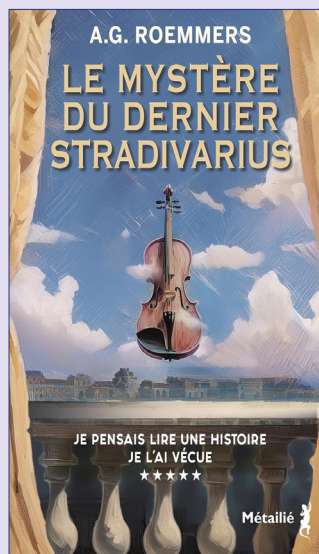
Un couple (presque) parfait

Florian Tardif, très introduit à l'Élysée comme journaliste accrédité, vient de trousseur deux cents jolies pages sur le couple qui y habite depuis 2017. Dans un style fluide n'excluant pas les formules faisant mouche, il expose cette construction fondée sur l'amour d'un adolescent pour sa professeure. Sans vouloir révéler une intimité qu'il respecte, il s'efforce d'en manifester des expressions, recueillies par lui et auprès des proches du président, lesquels ont appris à toujours tenir compte de son épouse.

On n'y trouve pas des révélations politiques, mais on comprend le logiciel du chef de l'État. On le découvre ainsi manipulateur, par exemple lorsqu'il demande des avis alors que sa décision est déjà prise. On le voit aussi s'acharner à se comporter comme une sorte de surhomme avec un « *besoin d'occuper la scène* » tout en menant, dans le cadre élyséen, une vie assez réglée (notamment pas du tout homme du matin). Celui qui n'est « *pas un dragueur, mais un séducteur* » va maintenant devoir affronter une nouvelle étape après le « *fossé qui s'est creusé, année après année, entre le président et une partie du pays* ».

Jean Étèvenaux

Florian Tardif, *Un couple (presque) parfait*, Paris, Albin Michel, 2026, 224 pages



POLAR

Le violon

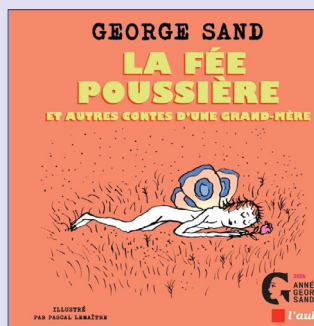
C'est sur la piste d'un violon d'exception qu'Alejandro Roemmers nous entraîne. Tout commence au Paraguay. Un antiquaire et sa fille sont torturés puis tués. La police est intriguée par la découverte d'un Stradivarius caché dans un compartiment secret de leur maison. Comment cet objet précieux est-il parvenu aux victimes ? Est-il à l'origine du meurtre comme le pressent le commissaire Tobosa ? Ce roman alterne l'histoire de l'instrument, de sa fabrication au XVIIIe siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et une enquête policière à énigmes.

« Le mystère du dernier Stradivarius », A.G. Roemmers, Métailié, 320 p., 19,50 €.

JEUNESSE

Contes d'une grand-mère

Destinés à ses petites-filles Aurore et Gabrielle, ces trois contes ont été écrits entre 1873 et 1876. George Sand, dont on célèbre cette an-



née le cent-cinquantième anniversaire de sa mort, mêlent le merveilleux et la mythologie. Écologiste avant l'heure, l'auteure y proclame son amour pour tout ce qui constitue notre environnement : eau, pierres... Ici la grande fée Nature et dame Poussière échantent sur l'évolution du monde.

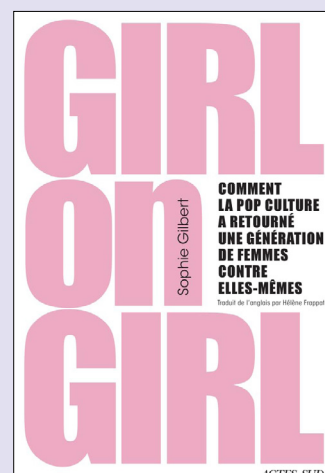
« La fée poussière », George Sand, L'aube, 160 p., 13 €.

SOCIÉTÉ

Pop culture

Finaliste du prix Pulitzer 2022 dans la catégorie « Critique », Sophie Gilbert montre comment et pourquoi l'industrie du divertissement (musique, cinéma, pornographie...) renvoie aux filles le même message : votre sexe est à vendre, les réduisant à des objets. Aujourd'hui, nous dit-elle, toutes les productions culturelles sont orientées vers le désir et le plaisir masculins. Beaucoup de jeunes femmes ont intériorisé cette dévalorisation et souvent y contribuent.

« Girl on girl », Sophie Gilbert, Actes Sud, 304 p., 23,50 €.



REVUE

Les croisades

Fin du XI^e siècle, près de 100 000 croisés partent pour Jérusalem. L'Histoire retrace cette épopée qui durera plus de cent ans et aura de nombreuses conséquences : création des États latins en Orient, commerce du sucre, usage des bains...

L'Histoire, collection n° 111, mai-juin 2026, 9,90 €. En kiosque et en librairie.

Catherine Pauchet



deuxième fois de sa carrière, la palme d'or du festival de Cannes 2026, le 23 mai.

■ **DGSE** : Un cambriolage a eu lieu le 21 mai chez un prestataire de services informatiques travaillant pour la Direction générale de la Sécurité extérieure (services secrets). Les plans des commissariats parisiens et du réseau de vidéosurveillance de la capitale auraient notamment été dérobés.

■ **ZFE** : Les deux Assemblées avaient voté la suppression des zones à faible émission qui sont réservées à certains types de véhicules automobiles utilisés par une élite sociale. Le Conseil constitutionnel a censuré cette suppression dans une décision du 21 mai, estimant qu'il s'agissait d'un « cavalier législatif » sans rapport avec la loi de simplification de la vie économique à l'intérieur de laquelle elle figurait.

■ **Mutuelles** : L'opérateur tiers-payant Almerys, prestataire de services pour plusieurs mutuelles santé, s'est fait voler des données, a-t-on appris le 23 mai.

■ **Foot** : Pour la première fois de son histoire, le Racing Club de Lens a remporté la coupe de France, le 22 mai au Stade de France à Saint-Denis contre l'OGC-Nice par 3 buts à 1. La fête à Lens a réuni presque autant de monde qu'il y a d'habitants dans cette ville (32 000 habitants).

■ **Rugby** : Pour la deuxième année consécutive, l'Union Bordeaux-Bègles, a remporté la Champions Cup européenne. Ils ont battu, le 23 mai au stade San-Mamés de Bilbao (Espagne), les Irlandais du Leinster par 41 contre 19. 40 000 personnes ont assisté au match diffusé sur écrans géants dans le stade Atlantique de Bordeaux.

■ **Cuisine** : Le chef étoilé Guy Savoy, 72 ans, a été élu à l'Académie des beaux-arts le 20 mai.

de diffusion de la presse écrite, tandis que le milliardaire tchèque, propriétaire de mines de charbon, surfe sur la crise énergétique et a les moyens de perdre longtemps de l'argent dans sa stratégie d'influence.

P.C.

Engrais

Les conflits armés à l'œuvre en Ukraine depuis quatre ans et dans le Golfe persique depuis deux mois ont révélé une faille dans l'appareil productif nécessaire à notre souveraineté alimentaire. En effet, ces dernières décennies ; la grande majorité de la production d'engrais européenne a été délocalisée, pour des raisons de nuisances environnementales autant que de prétendus impératifs, somme toute relatifs, d'approvisionnement gazier dans le cas des engrais azotés. La France est aujourd'hui dépendante à 70 % des importations par rapport à sa consommation d'engrais. L'Union européenne l'est à 40 %. Les autorités en sont réduites à débloquent des aides aux agriculteurs : 200 millions pour l'UE, 40 millions pour l'État français. Ces cautères sur une jambe de bois.

Se fournir en engrais azotés est devenu difficile et surtout plus cher. On redécouvre que les rendements risquent de baisser. Les prix vont augmenter d'autant. Le passage vers une agriculture massivement biologique et sans intrants chimiques n'est pas envisageable faute de main-d'œuvre. Même pour les pays africains, certains experts craignent la chute des exportations agricoles

si ce n'est des famines avec une baisse envisagée des rendements de 50 %.

D'un point de vue purement français, une solution à moyen terme est de relocaliser une partie significative de la production de tels engrais. Un constat partagé par la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard.

Comme dans le cas des fermetures de raffineries de pétrole ces dernières décennies, avec la fuite des « Majors » du pétrole, sauf Total, et la destruction orchestrée de la chimie française, on ne peut que s'interroger sur la naïveté, voire la cécité, stratégique des dirigeants français et européens ayant laissé s'installer cet état de fait. Cette absence d'analyse prospective publique aura coûté cher d'abord aux agriculteurs. Nous allons tous le payer.

J. B.

Contagion économique

L'Hantavirus a fait brièvement planer le risque d'une nouvelle crise sanitaire. C'est la contagion de la crise économique qui nous menace dans les prochains mois.

Quant au virus argentin, l'épidémie a surtout été médiatique. Toujours en quête de sensationnel, les grands médias nationaux sont très discrets sur la crise économique qui se profile à bas bruit... sauf pour les citoyens qui sont déjà touchés.

On concentre l'attention du public sur la hausse des carburants car c'est ce qui affecte, immédiatement, un très grand nombre de personnes. Mais nous commençons à sentir les effets

contagieux de la crise qui touche déjà les pays du Golfe et l'Asie en raison des destructions provoquées par les missiles iraniens. Les raffineries et les puits de pétrole ont souffert, mais aussi les sites de produits chimiques tirés du pétrole. On s'aperçoit aussi que 24 % de la production mondiale d'aluminium vient du Golfe.

L'Asie du Sud-Est souffre déjà d'une pénurie d'engrais et de l'augmentation du prix du kérosène. En conséquence, nous verrons les prix de certains de nos aliments – surtout le riz – bondir à l'automne. L'augmentation du prix des billets d'avions va aussi nous priver d'une partie de la clientèle qui vient passer ses vacances en France.

Comme l'augmentation du prix du carburant dans notre pays réduit le pouvoir d'achat, dans un climat alourdi par les guerres d'Ukraine et d'Iran, la baisse de la consommation des particuliers commence à toucher le secteur des services. Les entrepreneurs, qui constatent les premiers effets de la crise, sont pessimistes et ce sentiment se reflète dans les indicateurs de l'activité économique, qui sont négatifs pour notre pays. De fait, les faillites d'entreprises atteignent un niveau record et le chômage augmente. Or ces faillites et ce chômage vont contribuer à faire baisser le niveau de l'activité économique...

Pour la fin de l'année 2026, les prévisions faites en France et à l'étranger sont très sombres : nous risquons de connaître la récession et une très forte hausse des prix, autour de 5 %. Nous sommes de plus affectés par la hausse des

taux d'intérêt, qui va alourdir la charge de la dette publique.

Dans une année électorale, une crise économique aggravée par une crise financière peut rebattre toutes les cartes politiques et invalider maints programmes.

Claudine Uzerche

Transport fluvial

La France possède 8 500 km de canaux sur lesquels le transport de marchandises par péniches représente de 2 à 3 % du trafic national. Le transport fluvial a perdu la bataille d'abord face au transport ferroviaire, puis face aux autoroutes, plus rapides, évitant des transferts de charges.

L'histoire du port de Roanne est emblématique. Relié au canal de Digoin parallèle à la Loire et donnant accès au canal du Centre et à la Saône, il voyait passer chaque année, entre 1918 et la fin des années quarante, plus de 500 000 tonnes de charbon, pétrole, coton, papier, blé... Il a encore connu quelques heures d'intense activité après la dernière Guerre mondiale mais, à partir des années 1970, il a périclité : 300 000 tonnes en 1958, 90 000 en 1970, 15 000 en 1989, à mesure que les industries (textile, armement, mécanique...) disparaissaient et que les entreprises subsistantes se convertissaient aux stocks en flux tendus. Il est devenu un port de plaisance.

Les canaux français ont été normalisés par le ministre des Travaux publics Charles de Freycinet (1877-1879) pour des péniches

d'un gabarit de 300 tonnes et de 38,5 m de long. Nos partenaires d'Europe du Nord (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) utilisent des péniches 15 fois plus grosses. Un projet de canal Rhin-Rhône à grand gabarit a été abandonné en 1997 pour des raisons écologistes et parce qu'il était un gouffre financier. Un projet de canal Seine-Nord Europe de 107 kilomètres, de Compiègne à Aubencheul-au-Bac, est en cours de réalisation. Il permettra à des péniches de 4 400 tonnes (l'équivalent de plus de 200 camions) et 185 mètres de long par 11,4 m de large, de se croiser sur un canal de 54 m de large, profond de 4,5 m. C'est un chantier gigantesque dont les coûts dépasseront les 7,3 milliards d'euros (financés à 40 % par l'Union européenne). L'inauguration est prévue pour 2032. Économisera-t-on 1 million de transports routiers chaque année ? Un rapport de la Cour des comptes d'avril s'est alarmé de prévisions trop optimistes et d'un financement insuffisant.

P.C.

Grand Paris

La banlieue Nord-Est de Paris (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) et ses cités-dortoirs HLM ou pavillonnaires font l'objet d'un plan de restructuration pour presque 46 milliards d'euros (!) répartis sur 448 quartiers prioritaires. Ce Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) est géré par l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine).

Tous les logements rénovés atteindront l'étiquette

DPE A ou B. Les projets de Saint-Denis/Franc-Moisin/Cosmonautes, de Clichy-sous-Bois/Bas-Clichy/Bois du Temple, de La Courneuve/Cité des 4000, de Sevrans/Aulnay/Les Beaudottes/Savigny/Grand Quartier, d'Épinay-sur-Seine/La Source/Les Presles... sont d'« intérêt national majeur ». Des barres d'immeubles sont dynamitées, des milliers de logements sociaux nouveaux construits, des routes sont tracées avec des tunnels. Des gares « majeures » sont en construction. Des équipements sportifs sont multipliés, des écoles reconstruites. À Villeneuve-Saint-Georges on va gérer les risques d'inondation en privilégiant l'attractivité des bords de Seine (et de l'Yerres), à Champigny-sur-Marne/Chennevières on cassera « l'effet ghetto » grâce à la future gare de la ligne 15 Sud. Chaque commune sera un « hub connecté » aux nouvelles gares des lignes de métro 14, 15 et 16, notamment par des BHNS (bus à haut niveau de service) Pour la mixité sociale, c'est-à-dire des logements en accession à la propriété, on est bien sûr bloqué par la crise actuelle de l'immobilier, la hausse des taux d'intérêt, l'insolvabilité des ménages dont l'emploi est menacé...

Et donc la réalité ne collera pas aux ambitions urbanistiques des politiques. Il y a en région parisienne, des cités où il fait bon vivre. De véritables poumons verts y ont été maintenus, la largeur des trottoirs est incomparable avec celle des cités de la banlieue Nord-Est même après rénovation. Ce sont des ghettos de riches où tout le monde

n'est pas riche... Ils sont au Sud et à l'Ouest de la capitale. Quel est leur secret ?

P.C.

Faire son cinéma

C'est la saison du festival de Cannes dont je ne mésestime pas la portée internationale et la mise en avant de la France. La critique est donc en smoking et robe longue y compris, paraît-il, pour un maire de la droite décomplexée d'une commune de la diversité qui a droit au luxe aussi ; pour une haut fonctionnaire de tendance socialiste tenue au devoir de réserve et à veiller sur les comptes publics en ces temps de disette ; et pour une ministre en exercice qui a un domaine de compétences hors de la culture mais qui défend dans l'obscurité des salles de projection l'égalité homme/femme principe constitutionnel. Le contribuable a-t-il le droit d'être circonspect ?

La Croisette se décroche par le talent ou les relations sinon l'ego. Il faut paraître. Tant pis pour les grincheux ceux et celles qui ne voyagent pas en jet privé, ne boivent pas du champagne et ne couchent pas dans les palaces. Le petit four au bord de la mer a un goût particulier. Les gens du commun continueront à économiser sur l'essence, sur leurs repas que l'inflation grignote et rêveront avec l'Eurovision ou un été 36 (les congés payés pour la première fois) sur TFI en guise de spectacle. Et seront admiratifs des stars ou assimilées ce qui permet d'oublier un moment le contexte guerrier

et social. Je sais que cette remarque est un peu démagogique, mais j'assume comme le disent tous les politiques qui ont échoué ou les intellectuels qui prétendent détenir seuls la vérité. Et faire le bonheur du peuple malgré lui s'il le faut. Mais il fallait que les polémiques donnent du sel à la semaine.

Une polémique est venue d'artistes, de réalisateurs, de techniciens du cinéma qui ont pris à partie M. Bolloré qui a le malheur d'être un catholique milliardaire et pas de gauche donc suspect de faire le jeu de l'extrême droite. Et de vouloir étouffer la création qui a besoin de pluralisme. On traduit le pluralisme par ce que pensent les plaignants. Et peut-être par ce que proposent les milliardaires ou les gens fortunés de gauche ? Car il y en a, je m'en réjouis. On ne parle pas philosophie ou grands principes humanitaires. C'est d'argent dont il s'agit qui est le nerf de la guerre au cinéma.

M. Bolloré qui n'a pas besoin d'avocat pour s'expliquer est le principal actionnaire de Canal + qui verse beaucoup d'argent dans le cinéma y compris pour des œuvres qui ne seraient pas sa tasse de thé. Mais le « dangereux individu » qui veut imposer les croyances conservatrices donc fascistes sans que les vertueux auto-proclamés disent lesquelles et donnent un exemple pas imaginaire, a cependant suffisamment d'ouverture d'esprit pour payer quand même. Canal + plus est le principal bailleur de fonds privé qui investit dans le 7e art. Les pétitionnaires ont fait un bide. Tendre la sèbile d'une part et fermer le poing d'autre

part en insultant celui que vous sollicitez est une méthode curieuse. Ce n'est que dans un film d'horreur que le masochisme gagne.

« Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu... », demandait avec humour Christian Clavier dans une œuvre pour la tolérance et le vivre ensemble. Il a fait un carton. Dieu n'a rien à voir dans l'affaire. C'est l'humain moderne sectarisé et idéologisé qui est en question. Quelques-uns ne détiennent pas la vérité culturelle qui conduit à enseigner aux masses ce qu'elles doivent penser et accepter. Chacun est libre de faire des films sans être biberonné à l'argent public qui appartient à tous les courants de pensée et de faire triompher ses idées. Mais le spectateur a aussi le droit de choisir ce qui lui plaît. Et de ne pas partager ce qu'on lui somme d'admettre. La France a des racines. Et des valeurs.

Sous couvert de pluralisme imposé et de liberté d'expression en réalité ce sont des interdictions qui sont prononcées et réclamées. Fermons les médias qui ne reflètent pas la doxa dominante et obligeons certains riches à « banquer » ce qui les punira. Cette injonction comminatoire rejoint l'espoir totalitaire de ceux qui disent ouvertement que la démocratie n'est pas seulement le résultat des élections libres et qu'une insurrection populaire est souhaitée pour le cas où le scrutin ne met pas au pouvoir la majorité que l'on préfère. Attention on toucherait ainsi gravement à la démocratie qui est fragile.

Rappeler 1789 et la prise de la Bastille est un contre-sens historique. Notre

époque n'est pas celle de l'autoritarisme royal de Louis XIV et successeurs dont Louis XVI avec le mépris des individus. Voltaire et les humanistes nous ont montré le chemin. L'abolition des privilèges est entrée dans les faits. Ce n'est pas un prétendu racisme systémique résurgence de la colonisation, des menaces imaginées venant de droite et encore des inégalités à corriger qui pourraient justifier une révolution dans une France championne des droits de l'homme, de la tolérance avec la laïcité qui est une liberté, et de la redistribution. Dans un monde chaotique où les théocraties essaient de dominer. Outre le mérite républicain ouvert à tous d'où qu'ils viennent. On n'est pas assigné à résidence. L'État n'abandonne personne. Mais il faut aussi vouloir participer. On peut naturellement toujours mieux faire mais la violence politique ou autre doit être bannie. Le roi a été décapité et le souverain c'est le peuple y compris l'ancien, n'en déplaise à une minorité dite avancée.

Quand les feux de la rampe se seront éteints le cours ordinaire du financement du cinéma reprendra. Les rebelles se voulant indépendants ne dépendent que de leurs portefeuilles. Ils ont mis en lumière le C.N.C. donc l'argent public. Il peut y avoir un retour de bâton compte tenu de nos finances publiques à sec, avec d'autres priorités vitales. Bravo les artistes. « *Tout ça... pour ça* » comme disait F. Huster jouant un juge entretenant une relation adultérine avec une avocate. Donc de la fiction ? Faire son cinéma c'est surjouer, en rajouter,

fantasmer sur une situation, manifester de manière bruyante pour obtenir son caprice. C'est l'inversion victimaire. Ce n'est pas de l'art.

Une autre polémique concerne le film « L'Abandon » c'est-à-dire les derniers 11 jours de la vie du professeur Samuel Paty assassiné pour ce qu'il était et transmettait. Le récit est factuel, se base sur les minutes du procès public et décrit comment les institutions et des collègues ont critiqué ou laissé tomber le professeur au prétexte du « pas de vagues » et pas de stigmatisation. Certains ont repris cette antienne. C'est honteux. On mourra de nos faiblesses juridiques et morales et du manque de courage de nommer les choses et les responsables. Albert Camus l'a déjà écrit. J'espère que ce film aura un grand succès sinon on accablera encore plus Samuel Paty. Un autre professeur a connu le même sort. La République doit protéger et soutenir ceux qui restent des hussards.

Christian Fremaux

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
Imprimé par nos soins.

Les 186 précédents numéros
sont tous disponibles gratuitement
à cette adresse :

<https://www.archivesroyalistes.org/-La-Nation-Francaise->

170 ans de l'Œuvre d'Orient

■ **Iran** : Marco Rubio, secrétaire d'État américain, avait fait, le 24 mai depuis New Delhi, des déclarations optimistes sur la prolongation de 60 jours du cessez-le-feu entre Iraniens et Américains.

Cuba : L'ancien président Raúl Castro, 94 ans, a été inculpé, le 19 mai, par la justice américaine, pour son implication dans l'assassinat de 4 opposants à bord de deux avions civils en 1996.

■ **Pologne** : Donald Trump a annoncé le 21 mai qu'il envoyait « 5 000 soldats supplémentaires » en Pologne dans le cadre de l'Otan. Dans de précédentes déclarations, il avait laissé entendre une baisse des effectifs.

■ **Sénégal** : Le 22 mai, le président Bassirou Diomaye Faye a mis fin aux fonctions de son Premier ministre Ousmane Sonko et de son gouvernement. Les ministres sont chargés d'expédier les affaires courantes.

■ **Sénégal** : 15 supporters sénégalais encore emprisonnés au Maroc à la suite des violences qui avaient eu lieu lors de la coupe d'Afrique CAN-2025 à Rabat le 18 janvier, ont été graciés par le roi et sont rentrés chez eux le 24 mai.

■ **États-Unis** : L'État d'urgence a été proclamé le 23 mai dans le comté d'Orange (État de Californie) à la suite d'un accident dans une usine chimique qui menace toute la région d'une grave pollution.

■ **États-Unis** : Un tireur solitaire a été abattu par la police le 24 mai près de la Maison Blanche.

■ **États-Unis** : Les Enhanced Games (Jeux augmentés) de Las Vegas ont eu lieu le 24 mai avec des sportifs assumant de se doper. Ces jeux sont financés par le milliardaire libertarien Peter Thiel partisan du transhumanisme.

L'Œuvre d'Orient fête, cette année, ses 170 ans d'existence marqués, plus spécialement, par une messe concélébrée à la cathédrale Notre-Dame de Paris le dimanche 10 mai dernier.

En effet, dans la foulée du traité de Paris mettant fin à la guerre de Crimée et faisant de la France la protectrice des chrétiens de l'Empire ottoman, plusieurs personnalités catholiques et monarchistes françaises se réunissent le 4 avril 1856 dans la demeure de l'avocat Jean-Baptiste Julien Mandaroux-Vertamy. Regroupés autour du mathématicien Augustin Cauchy, on retrouve l'helléniste Charles Lenormant, l'historien Alfred de Falloux, le député Charles de Montalembert et l'abbé Xavier de Ravignan. Ensemble, ils fondent l'Œuvre des écoles d'Orient afin de soutenir les écoles religieuses francophones implantées dans l'Empire ottoman et notamment au Liban. Celle-ci est reconnue comme œuvre d'Église par le Pape Pie XI en 1858.

Devenue depuis l'Œuvre d'Orient, cette dernière n'a cessé de s'attacher à rassembler foi chrétienne, éducation et francophonie.

De fait, l'inculturation de la langue française sur les différents continents s'est largement faite par les missionnaires. En diffusant la culture française, ces religieux ont enseigné l'expression française de la foi et ont donc désigné le christianisme comme racine de cette culture, tout en s'adaptant aux langues et cultures locales pour que chacun puisse entendre l'Évangile dans son propre idiome.

Cela est particulièrement vrai au Proche-Orient ou des peuples de culture arabe, turque ou iranienne peuvent se trouver être en même temps de culture française. Comme un beau symbole de cet élan, on peut citer l'église du Pater Noster à Jérusalem, créée à l'initiative de la princesse Aurélie de La Tour d'Auvergne, où la prière du Notre Père est inscrite sur les murs en 150 langues, chacune d'elle étant surmontée d'un médaillon la mentionnant en français.

L'Œuvre d'Orient a été et reste un acteur majeur de cet effort. Aujourd'hui encore, son action, qui se déploie dans plusieurs directions, continue à privilégier l'enseignement à la fois comme vecteur d'évangélisation, de développement et de culture.

Les écoles soutenues par elle constitue le plus grand réseau francophone du monde en

termes d'élèves, détrônant celui des lycées français à l'étranger. Fortes de leurs 400 000 élèves, ces écoles se sont installées durablement dans le paysage éducatif mondial.

Depuis 2021, la France a mis en place le fonds pour les écoles francophones du Moyen-Orient dont la gestion a été confiée conjointement à l'Œuvre d'Orient et au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Avec un budget annuel de 4 millions d'euros, le fonds a permis, depuis sa création, de soutenir plus de 260 établissements scolaires et, depuis 2022, sept universités au Liban ainsi que l'université de Bethléem.

Pour autant, l'usage de la langue française tend à diminuer au Moyen-Orient, y compris dans son bastion historique, le Liban. En effet, le français n'est pas arrivé dans le pays du Cèdre avec l'instauration du mandat français. C'est au contraire parce que les relations du Liban avec la France étaient anciennes que ce mandat a été accordé à cette dernière par la Société des Nations en 1920.

Mais aujourd'hui, la situation est en train de changer. Désormais, seulement 38 % de la population libanaise s'exprime encore en français contre 45 % avant la guerre civile. Depuis 2020, les élèves libanais sont plus nombreux dans l'enseignement anglophone que dans l'enseignement francophone, ce qui explique peut-être la décision salubre prise l'année suivante par le gouvernement français telle qu'évoquée plus haut.

Défendre et maintenir l'usage du français au Moyen-Orient, mais aussi en Égypte, dans la Corne de l'Afrique, en Europe centrale et orientale et aussi en Inde, là où, dans 23 pays, intervient l'Œuvre d'Orient, est une urgence civilisationnelle qui doit être soutenue avec vigueur.

L'Église y est résolument engagée à travers l'Œuvre d'Orient. Il faut reconnaître que l'État français apporte sa contribution. L'effort paraît moins perceptible du côté de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

Reste à chacun, selon ses moyens, à l'image du colibri apportant sa goutte d'eau pour éteindre l'incendie de la forêt, de faire sa part, en commençant, tout particulièrement, par parler français.

Fabrice de Chanceuil

■ **Afghanistan** : Le Commissariat aux réfugiés de l'Onu (HCR) a estimé, le 19 mai, à 3 millions le nombre d'Afghans qui ne sont plus les bienvenus en Iran ou au Pakistan et devraient rentrer en Afghanistan d'ici décembre. Ils s'ajouteraient alors aux 5,9 millions de réfugiés afghans qui seraient rentrés depuis 2023 dans ce pays d'environ 43 millions d'habitants.

■ **Gaza** : 430 militants palestiniens venant d'une trentaine de pays, à bord d'une flottille d'une cinquantaine de bateaux partis de Turquie, ont été arrêtés le 18 mai par la marine israélienne et enfermés au port d'Adhod. Ils ont été expulsés le 24 mai.

■ **Serbie** : 180 000 personnes (selon les organisateurs, mais 35 000 selon la police) ont manifesté à Belgrade le 23 mai contre la corruption. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées après des heurts avec la police.

■ **RDC** : Près de 250 personnes seraient mortes de l'épidémie d'Ebola en Ituri et au Kivu. Dix pays africains sont menacés et imposent une quarantaine à toute personne passée par la RDC.

■ **Ukraine** : Les Russes ont confirmé avoir envoyé plusieurs missiles balistiques hypersoniques Orechnik, réputés invincibles, sur l'Ukraine le 23 mai, parmi 90 missiles et 600 drones.

■ **Turquie** : La police s'est emparée du siège du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) principal parti d'opposition, le 24 mai, après qu'un tribunal en avait destitué, le 21 mai, la direction actuelle.

■ **Pakistan** : Un attentat à la voiture piégée contre un train transportant des militaires à Quetta, capitale du Balouchistan a fait au moins 25 morts et 50 blessés le 24 mai.

Pauvre Colomb !

Il y a 520 ans, le 20 mai 1506, Christophe Colomb mourait à Valladolid après avoir été, six ans plus tôt, renvoyé enchaîné en Espagne ! Aujourd'hui, son souvenir demeure très vivace dans les Antilles : la République dominicaine, laquelle demeura longtemps, sous le nom d'Hispaniola qu'il lui donna, le centre de l'empire espagnol outre-mer, revendique même son tombeau alors qu'il a été enterré à Séville... Pourtant, son nom continue de provoquer des passions, devenu pour certains le symbole de l'oppression coloniale.

Aux États-Unis en particulier, il est devenu la cible du wokisme. À Baltimore, sa statue inaugurée en 1984 sous la présidence de Ronald Reagan – circonstance aggravante – fut renversée puis jetée dans le port en 2020. Cela avait fait réagir immédiatement Donald Trump : « Nous ne laisserons pas la foule en colère démolir nos statues, effacer notre histoire, endoctriner nos enfants et piétiner nos libertés. » Aussi, en mars dernier, dans le cadre du 250^e anniversaire de l'indépendance, il a fait installer près de la Maison-Blanche une réplique de la dite statue.

En réalité, Colomb ne songeait pas à conquérir un continent, lui qui croyait être arrivé aux Indes. C'est ensuite que l'avidité des conquistadors, tels Hernán Cortés au Mexique ou Francisco Pizarro au Pérou, voire son successeur Francisco de Bobadilla, amena abus et violences. De même, variole, rougeole et grippe provoquèrent des ravages parmi des populations sans aucune

immunité, mais ce ne fut pas volontaire. Enfin, même si cela ne fut pas toujours suivi d'effets, les autorités civiles et religieuses de l'Europe demandèrent de traiter les Amérindiens comme des hommes.

Mais il est plus facile de réécrire l'Histoire que de la nuancer.

Précy

Le mérite européen

Le Parlement de Strasbourg en séance plénière a été, mardi 19 mai, le théâtre d'une occasion historique. 75 ans après la déclaration de Robert Schuman, le Parlement avait pris une initiative audacieuse en décidant de créer un ordre du mérite européen qui valoriserait ceux qui ont travaillé à l'intégration européenne et à la promotion des valeurs inscrites dans les traités. La première promotion a été intronisée lors d'une cérémonie d'une heure et demie. Vingt lauréats ont été distingués selon trois catégories : membres simples, membres honorables, membres distingués, avec une, deux ou trois barres. La décoration se présente comme une sorte de croix huguenote ou de Malte mais à six branches autour d'un cercle entouré des fameuses douze étoiles. L'ensemble des États membres (sauf l'Irlande) disposent d'un ordre du mérite. L'Europe a gardé le bleu.

Un comité de sept membres présidé par la présidente du Parlement, Roberta Metsola, assistée de deux vice-présidentes et de quatre personnalités, ex-commissaires européens ou anciens présidents de la Commission, le Français Michel Barnier, le

Portugais José Manuel Barroso, l'Espagnol Josep Borrell, et l'Italien Enrico Letta. Limités au nombre de vingt, les lauréats ne pouvaient pas venir de chacun des 27 États membres, d'autant que la liste n'était pas restreinte aux seuls États membres. Ainsi l'Ukraine et la Moldavie ont été mises à l'honneur, Volodymyr Zelensky étant d'office distingué au plus haut niveau, concurremment avec le polonais Lech Walesa et l'ex-chancelière allemande Angela Merkel. La présidente moldave, Maia Sandu, a obtenu mention honorable. Une militante ukrainienne, Olesandra Matvystohouk, a été décorée de la première catégorie.

Pour le reste, la sélection a déçu. La moitié des lauréats étaient octogénaires et plus. Plusieurs médias parmi les plus favorables à la construction européenne ont regretté l'image datée qui en a été présentée. Le comité a fait le choix d'anciens présidents de l'élargissement ainsi que de certains piliers de la Commission, comme l'Espagnol Javier Solana, ou de la Banque centrale européenne, comme le Français Jean-Claude Trichet.

Un choix a surpris : le secrétaire d'État du Saint-Siège, le cardinal Pietro Parolin, qui avait l'air de se demander ce qu'il faisait là. Michel Barnier qui l'introduisit fit référence aux sources chrétiennes de l'Europe. Le prélat eut l'élégance de s'inscrire dans la postérité de Robert Schuman dont la cause de béatification est en cours. Le Pape n'a-t-il pas le projet de se rendre sur sa tombe à Scy-Chazelles (Moselle) lors de sa visite pastorale en septembre prochain ?

Dominique Decherf